

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 2

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### *Article 2*

1. Sur la base des principes et objectifs énumérés à l'article 1 du présent Titre, le Conseil européen identifie les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union.

Les décisions du Conseil européen sur des intérêts et objectifs stratégiques de l'Union peuvent porter sur la politique étrangère ainsi que sur d'autres domaines relevant de l'action extérieure de l'Union. Elles peuvent concerner les relations de l'Union avec un pays ou une région, ou avoir une approche thématique. Elles définissent leur durée et les moyens que devront fournir l'Union et les États membres.

Le Conseil européen statue à l'unanimité conformément à l'article 9 du présent titre sur proposition du Conseil des affaires étrangères. ~~La proposition du Conseil est arrêtée par celui-ci à la majorité qualifiée sur la base de recommandations du Ministre des Affaires étrangères, pour les questions de politique étrangère et de sécurité commune, de la Commission pour les autres domaines de l'action extérieure, ou des deux conjointement.~~ Les décisions du Conseil européen sont mises en œuvre par le Conseil et le Ministre des affaires étrangères selon les procédures prévues dans la Constitution.

- ~~2. Le Ministre des Affaires étrangères, pour le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, et la Commission, pour les autres domaines de l'action extérieure peuvent présenter des propositions conjointes au Conseil. Le Conseil adopte les décisions sur ces propositions conjointes à la majorité qualifiée.~~

---

**Explication éventuelle :**

A l'alinéa 3 paragraphe 1, la référence à l'article 9 vise à prévoir la possibilité pour tout Etat qui invoque un intérêt national pour s'opposer à la prise d'une décision à la majorité qualifiée dans le domaine de la PESC de saisir le Conseil européen qui se prononce alors à la majorité qualifiée.

La suppression du paragraphe 2 vise à tirer les conséquences procédurales du statut du Ministre des affaires étrangères qui au sein de la Commission a le statut de vice-président de la Commission.

Le Ministre des affaires étrangères étant membre à part entière du collège des commissaires, la notion de propositions conjointes n'est pas nécessaire. Le détail de son statut sera en tout état de cause prévu dans la Partie II de la Constitution relative aux dispositions institutionnelles.